

cette croisade, il nous faut l'aide de la presse et de tous les vrais patriotes.

Que la presse aux cents voix, aux mille voix, crie donc aux quatre coins de cette province la nécessité qu'il y a de mieux rémunérer les instituteurs et les institutrices ; que tous les amis de l'éducation se dévouent donc au relèvement de la carrière de l'enseignement. Le gouvernement, de son côté, cherchera à induire les commissions scolaires à mieux rétribuer ses maîtres et ses maîtresses d'écoles.

L'instituteur, ne l'oublions pas, est l'auxiliaire et, dans bien des cas, le suppléant du père de famille. C'est un enfant qu'il reçoit, mais c'est un homme qu'il doit rendre à la société. Sa tâche est de mettre au cœur des enfants qui lui sont confiés la vénération des traditions ancestrales, l'amour du sol canadien et l'ambition des grands lendemains.

Or, je vous le demande, ne mérite-t-elle pas deux fois le maigre salaire dont on la paie aujourd'hui, cette tâche admirable de former des citoyens, de graver dans l'âme des enfants l'empreinte de la patrie et de lui donner des connaissances qui le préparent dignement aux diverses fonctions de la vie civile ?

Il nous faut aussi sans retard rehausser le prestige des carrières usuelles en aidant la création d'écoles techniques.

Il nous faudra encore fonder, avant longtemps, en cette province un grand collège d'agriculture comme il s'en trouve un dans l'Ontario, et des écoles de hautes études commerciales comme il en existe des centaines en Europe.

Suivant la parole d'un maître français, "l'évolution économique et sociale des dernières années, la concurrence étrangère qui menace de toutes parts notre production nationale, l'introduction du machinisme, l'invasion de la science dans le domaine de l'industrie, de l'agriculture et du commerce, nous obligent à nous armer plus fortement que jamais pour la lutte".

C'est le moment suprême de dire que "l'on ne peut, sans danger, rester étranger aux choses de son temps". Mais nous ne reculerons pas devant la tâche.

L'AMÉLIORATION DES CHEMINS RURAUX

L'éducation n'est pas la seule chose qui doit attirer l'attention du gouvernement. L'agriculture mérite aussi notre sollicitude.

Déjà la province a généreusement aidé les cercles agricoles et les sociétés d'agriculture. Déjà la province a largement contribué